



Soutien à Sophie BINET, secrétaire générale de la CGT ! Mettons fin aux représailles antisyndicales !

L'actualité récente des répressions syndicales montre le recul massif des libertés pour les travailleuses et travailleurs ainsi que pour leurs représentant.es.

L'opposition du patronat au syndicalisme n'est pas nouvelle. La réalité du rapport de forces, au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, l'avait contraint à accepter la réalité syndicale tout en travaillant vigoureusement à canaliser l'action des travailleurs dans le cadre du « dialogue social » et à réprimer les activités qu'il jugeait trop combatives.

Au sein de l'entreprise, les militant-e-s de la CGT l'ont expérimenté : à compter des années 1970 et jusqu'au scandale de la caisse noire de l'UIMM en 2007, **Schindler a cotisé largement à cette Entraide professionnelle des Industrie de la Métallurgie (EPIM), qui a permis de distribuer un pognon de dingue en liquide à de multiples organisations - sauf la CGT - pour « fluidifier les relations sociales ».** Cette caisse a servi à combattre les mobilisations et luttes organisées par la CGT. Cette culture violemment anti-CGT est donc ancienne et profondément ancrée, même si elle a été contrainte de s'adapter.

Ainsi, par étapes successives, **le patronat s'est attaché à transformer les organisations du travail, à réduire les droits collectifs, à supprimer et réorganiser les institutions représentatives du personnel, à encadrer et réduire le droit de grève.** Sous prétexte de politique de l'offre et de nécessaire compétitivité, **les gouvernements de droite comme de « gauche » l'ont épaulé dans cette démarche (lois Rebsamen, lois Travail et ordonnances Macron).** Après la dernière mobilisation contre la réforme des retraites, des centaines de camarades ont été inquiété-e-s et réprimé-e-s.

Désormais, la nouvelle étape de cette offensive est portée un patronat radicalisé, surfant sur le poids grandissant, politique et médiatique, de l'extrême droite. Cette réalité aiguise les appétits prédateurs qui guident la classe dominante de plus en plus décomplexée pour accaparer toujours davantage les richesses, produit de notre travail, en s'exonérant de ses propres responsabilités vis-à-vis de la collectivité. Mais l'agenda n'a pas changé : **il s'agit, pour l'ensemble des groupes sociaux vivant sur le dos du monde du travail, de terminer le démantèlement du programme du Conseil National de la Résistance.**

Un pas de plus est franchi avec la mise en examen de notre secrétaire générale Sophie Binet.

En la visant, le patronat s'emploie à disqualifier nos revendications, notre légitimité démocratique tout en cherchant devant les tribunaux à légitimer leur conception réactionnaire des libertés publiques.

À travers elle, c'est aussi une multitude croissante de syndiqué·es et militant·es, confronté·es dans les entreprises et administrations aux multiples formes de répression patronale et gouvernementale, qui sont visé·e-s pour avoir fait le choix de défendre leurs droits et ceux de leurs collègues.

Les militant·e-s de la CGT Schindler en savent quelque chose :

- depuis plus de 10 ans, la direction de l'entreprise s'acharne à licencier notre camarade Stephane,
- notre délégué syndical central a été sanctionné pour une prise de parole en tant que militant syndical dans l'émission Envoyé Spécial ;
- régulièrement, des élu·e-s et des candidat·e-s subissent des pressions du simple fait de porter l'étiquette CGT Schindler ;
- l'entreprise ne respecte pas les différentes dispositions légales de non-discrimination salariale.

Autant de raisons pour le syndicat CGT Schindler d'apporter son entier soutien à notre camarade et secrétaire générale Sophie BINET. **Que cette mobilisation permette de prendre à bras le corps la question de l'autodéfense de notre organisation, des équipes syndicales et des travailleurs face aux discriminations et représailles antisyndicales !**

Le 03 février 2026